

Aperçu de la conférence de presse sur la grève mondiale pour le climat du 3 mars



Seul le texte prononcé fait foi.

La grève du climat exige un abandon immédiat du développement massif des infrastructures fossiles et une transformation durable du système énergétique. Pour la mise en place les revendications suivantes, la grève du climat appelle aujourd'hui à des manifestations dans toute la Suisse dans le cadre de la grève mondiale du climat. Les mesures ont trois objectifs centraux : faire avancer la transition énergétique, réduire la consommation d'électricité et la répartir de façon socialement juste, et ne plus mettre en service d'infrastructures nuisibles au climat.

Mesures

- Moratoire sur la construction et l'exploitation de centrales à énergie fossile et de terminaux de gaz liquéfié.
- Mesures socio-écologiques visant à réduire la consommation d'électricité et à soulager les ménages en raison de l'inflation.
 - Démocratisation du secteur de l'électricité pour garantir une répartition efficace et socialement souhaitable des capacités de production d'électricité existantes.
 - Quantité minimale d'électricité gratuite et tarification progressive au-dessus de cette quantité minimale
 - Arrêt ou réduction de l'activité dans les secteurs nuisibles au climat et à forte consommation d'énergie en cas de menace de pénurie d'électricité
 - Réduction du temps de travail pour toutes et tous avec maintien du salaire
 - Financement de transports publics bon marché par un impôt sur les bénéfices excessifs des profiteurs de guerre
- Transition énergétique rapide
 - Accélération du développement de l'énergie solaire et éolienne sur les surfaces construites
 - Augmentation du taux de rénovation des maisons
 - Augmentation des capacités de formation dans le secteur du bâtiment et de l'énergie

Intervenantes et intervenant Conférence de presse

Anna Lindermeier, Grève du climat Zurich

Corentin Mottet, Grève du climat Vaud

Muriel Siegwart, Groupe de recherche sur les énergies renouvelables, IUNR, ZHAW

Jonas Kampus, modération

Photos : <https://flic.kr/s/aHBqjAtYLC>

Texte conférence de presse

Corentin Mottet : Un jour après le début de l'agression russe en Ukraine, nous étions sur la Place fédérale et demandions que le commerce de combustibles fossiles en provenance de Russie soit stoppé et que la construction d'infrastructures fossiles soit interdite. Un an plus tard, alors que nous sommes assis-es ici, la guerre de Poutine est toujours financée par des entreprises suisses et de nombreuses centrales électriques à gaz et au pétrole sont construites ou réactivées en Suisse. Il est temps que le Conseil fédéral se débarrasse enfin de sa politique de crise catastrophique, mensongère et hostile.

Depuis l'attaque de la Russie contre l'Ukraine, le terme de "crise énergétique" est sur toutes les lèvres. Cette désignation est toutefois fortement trompeuse. Nous ne vivons pas une crise énergétique générale, mais une crise fossile et nucléaire. Alors que l'Europe dépend presque entièrement de dictateurs belliqueux comme Poutine, ben Salmane ou Aliyev pour l'importation de pétrole, de gaz ou d'uranium, une éolienne tourne indépendamment de la situation politique mondiale. Ainsi, les deux causes potentielles d'une pénurie d'électricité sont l'arrêt des livraisons de gaz pour les centrales électriques en Allemagne et l'arrêt des centrales nucléaires en France, dû aux vagues de chaleur ou à des défaillances techniques. Mais jusqu'à présent, le discours public était absurdement dominé par l'appel à la construction de centrales à gaz ou de centrales nucléaires. Nous assistons actuellement à une attaque massive des entreprises fossiles et de la politique bourgeoise contre notre base vitale. Alors que Poutine peut continuer à financer sa guerre d'extermination en vendant des combustibles fossiles via la Suisse, Glencore et Shell annoncent des bénéfiques records et des centrales à pétrole sont construites en Suisse.

Pendant la pandémie de coronavirus, le Conseil fédéral a déjà échoué à amorcer un changement socio-écologique, comme le demandait le secrétaire général de l'ONU et la grève du climat dans son plan d'action climatique de plus de 700 pages. Le monde et la Suisse se trouvent à la croisée des chemins en matière de politique climatique. Alors que des milliers de personnes meurent déjà des conséquences de la crise climatique dans des pays comme le Pakistan ou le Nigeria, les gouvernements occidentaux continuent de jeter de l'huile sur le feu. C'est pourquoi nous descendons aujourd'hui dans la rue, en Suisse et dans le monde entier, pour briser la vague fossile et exiger des solutions d'avenir.

En tant que grève du climat, nous indiquons ci-dessous des mesures nécessaires pour éviter une pénurie potentielle d'électricité, faire avancer la transition énergétique et stopper la consommation de combustibles fossiles. Le Conseil fédéral et le Parlement ont maintenant la possibilité de mettre en œuvre les mesures nécessaires d'ici l'automne prochain.

Muriel Siegwart : Dans le contexte de la menace de la crise énergétique, il a été décidé à l'automne 2022 de construire des centrales à gaz de réserve à Birr. L'idée de centrales à gaz de réserve n'était toutefois pas nouvelle. En 2021 déjà, l'EICOM avait publié un rapport analysant les mesures qui permettraient d'éviter une pénurie d'électricité provoquée par l'arrêt simultané de toutes les centrales nucléaires et par des capacités d'importation limitées. Le rapport a examiné des mesures très focalisées sur les centrales à gaz et pas sur d'autres technologies. Or, selon l'EICOM, celles-ci devraient être mises en service jusqu'à 8 semaines avant la panne des centrales nucléaires afin de disposer de suffisamment d'énergie pour préserver les réserves des lacs de retenue. Ce dernier point est essentiel, car seules les centrales hydroélectriques peuvent fournir la puissance nécessaire pour éviter une pénurie d'électricité.

La préservation des centrales à accumulation ne doit pas nécessairement passer par des centrales fossiles. Un développement plus rapide des énergies renouvelables ou des mesures d'efficacité énergétique auraient le même effet, malgré la dépendance des énergies intermittentes aux conditions météorologiques. En fin de compte, il s'agit uniquement de produire plus d'électricité pendant le semestre d'hiver et de ménager ainsi les centrales à accumulation. Le niveau de remplissage des lacs d'accumulation à la fin de l'hiver serait ainsi élevé, ce qui permettrait aux centrales d'accumulation de pallier les éventuelles défaillances d'autres centrales ou le manque d'importations.

L'étude Elcom a été publiée en 2021 et ses données de base pour le développement du photovoltaïque et de l'éolien reposent en partie sur des études plus anciennes. A l'époque, on supposait un développement du PV beaucoup plus faible que ce qui s'est effectivement produit jusqu'en 2022. Les objectifs de développement pour les années à venir font actuellement l'objet de débats au Parlement. Actuellement, l'objectif est de développer les installations photovoltaïques, qui fournissent chacune environ 2 TWh/an d'énergie supplémentaire (environ 30 TWh d'ici 2035). Au moins $\frac{1}{4}$ de cette production d'électricité a lieu en hiver. Il y aurait donc suffisamment d'énergie pour réduire la probabilité de pannes de courant au même niveau que les centrales à gaz. Ce qu'il faut maintenant, ce sont des mesures appropriées pour que les objectifs de ce développement du photovoltaïque et de l'éolien soient atteints. D'ici 2025, il sera possible de produire suffisamment d'électricité supplémentaire en hiver à partir du PV et du vent pour ne plus avoir besoin de centrales à gaz. Pourquoi les contribuables devraient-ils donc payer pour des centrales à gaz fossiles de réserve coûteuses qui ne seront plus nécessaires à partir de 2026 au plus tard, mais qui aggraveront encore massivement la crise climatique d'ici là ?

Brisons la vague fossile !

Anna Lindermeier : Le socle commun de toutes les mesures est l'arrêt immédiat du développement des infrastructures fossiles. Concrètement, cela signifie qu'aucun terminal de gaz liquéfié ni aucune autre centrale électrique au pétrole ou au gaz ne doivent être construits à Muttenz. En outre, les centrales électriques de Birr, Cornaux et Monthey ne doivent pas être agrandies ni mises en service. Comme mesure concrète, un moratoire contre l'exploitation et la construction d'infrastructures fossiles doit être décrété au niveau fédéral ou cantonal.

Réduire la demande en électricité - de manière démocratique et coordonnée

Jusqu'à présent, dans le débat public, presque tous les acteurs politiques ont implicitement supposé que la quantité d'électricité demandée était naturellement donnée. On nous a certes recommandé de prendre des douches à deux, mais tant que des canons à neige peuvent être utilisés à grande échelle, le potentiel de réduction de la consommation d'électricité est manifestement loin d'être épuisé. Le potentiel d'économie est immense. Pour une réduction ciblée et efficace, l'approvisionnement en électricité doit être placé sous la gestion de la démocratie directe, de sorte qu'il soit possible de négocier, dans le cadre d'un processus démocratique, pour quelles activités et à quel moment l'électricité doit et peut être consommée. En outre, une quantité minimale d'électricité doit être considérée comme un droit fondamental. Cette quantité devrait être gratuite. Ainsi, en période d'inflation record, les ménages les plus pauvres seront soulagés. Parallèlement, il faut une tarification fortement progressive de la quantité d'électricité supérieure à la quantité minimale.

Si la pénurie d'électricité est imminente, il faut réduire ou arrêter l'activité dans les secteurs à forte consommation d'énergie et nuisibles au climat, comme l'industrie du ciment et de l'acier. Il est inadmissible que l'on brûle du pétrole à Birr pour pouvoir continuer à exploiter les usines de Holcim qui détruisent le climat.

Il est impératif que toute mesure soit mise en œuvre dans une perspective sociale et écologique. Dans son plan d'action pour le climat, la grève du climat montrait déjà comment une réduction du temps de travail permettait de réduire les émissions de CO2 et la consommation d'énergie. Au printemps dernier, la large alliance du mouvement climatique et des syndicats, Strike for Future, s'était déjà allié derrière cette revendication. Entre-temps, un sondage représentatif a montré qu'une majorité de la population suisse est favorable à la semaine de quatre jours. En outre, un projet pilote mené en Grande-Bretagne a permis à 56 entreprises sur 61 de poursuivre la semaine de quatre jours au-delà de la phase pilote, tant le projet était populaire.

La réduction du temps de travail doit s'accompagner d'une compensation salariale intégrale et d'un maintien du rythme de travail, et être mise en œuvre en tant que mesure permanente. Lorsque les travailleurs et travailleuses du charbon britanniques se sont mis en grève en 1972, la semaine de trois jours a été introduite pour économiser de l'énergie. Une réduction du temps de travail présente donc de nombreux avantages sociaux tout en entraînant une diminution de la consommation d'énergie.

Parmi les autres mesures sociales, il faut introduire un impôt sur les bénéfices excédentaires pour les profiteurs de guerre comme Glencore ou Shell. Les recettes de cet impôt devraient financer des transports publics bon marché pour toutes et tous. Les exemples actuels de l'Espagne et de l'Allemagne montrent les bénéfices sociaux et écologiques de la mise en œuvre de cette mesure. Le porte-monnaie de nombreux ménages est soulagé et les émissions de CO2 sont réduites.

La transition énergétique, c'est maintenant !

Corentin Mottet : Le Conseil fédéral et le Parlement ont maintenant six mois pour faire avancer massivement le tournant énergétique. Concrètement, le taux de rénovation du million de maisons à rénover en Suisse doit être massivement augmenté. Actuellement, ce taux est de 1% par an.

En outre, le développement de l'énergie solaire et éolienne sur les surfaces construites doit être massivement accéléré. Les surfaces de parking offrent à elles seules un énorme potentiel de production d'énergie renouvelable. L'énergie éolienne a le grand avantage de produire particulièrement beaucoup d'électricité la nuit et en hiver.

La rénovation des maisons ainsi que le développement de l'énergie solaire et éolienne créent des emplois locaux et garantissent que des milliards ne seront plus versés à des dictateurs en guerre. Dans son plan d'action pour le climat, la grève du climat a déjà clairement indiqué que la Confédération et les cantons doivent maintenant augmenter fortement les capacités de formation dans ces secteurs.

Nous nous dirigeons actuellement vers une catastrophe climatique qui pourrait détruire à jamais la vie telle que nous la connaissons. Le gouvernement suisse a déjà laissé passer l'occasion unique de la pandémie de coronavirus pour prendre un tournant écologique. Au lieu de cela, il a soutenu le secteur aérien à hauteur de deux milliards de francs. Jusqu'à présent, le Conseil fédéral et le Parlement ont commis de nombreuses erreurs dans la gestion de la soi-disant crise énergétique. Des centrales au pétrole ont été construites pour plus d'un demi-milliard de francs, sans que la population locale n'ait été consultée ni même correctement

informée. En outre, Axpo a été sauvée sans que les mesures de sauvetage soient liées à des conditions écologiques. On sait pourtant qu'Axpo participe à de nombreux projets destructeurs pour le climat et que le groupe ne participe même pas à la réserve hydroélectrique.

Nous sommes aujourd'hui en grève dans le monde entier parce que, malgré des décennies de protestations, les émissions et les profits des groupes fossiles continuent d'augmenter, tandis que de plus en plus de nos concitoyens et concitoyennes sont victimes des conséquences de la crise climatique. Nous attendons de la Confédération qu'elle mette rapidement en œuvre les mesures mentionnées plus haut, sinon nous prendrons nous-mêmes en main la sortie des énergies fossiles.

Notre protestation se poursuit même après la grève climatique mondiale d'aujourd'hui : la prochaine étape est une manifestation largement soutenue contre le projet de terminal de gaz liquéfié et de centrale à gaz et à pétrole à Muttenz. Cette manifestation aura lieu à Arlesheim devant le siège du Gasverbund Mittelland le 25 mars à 14h00.

En outre, nous appelons la population à devenir elle-même active, à rejoindre les groupes régionaux de la grève du climat afin de lutter ensemble pour la mise en œuvre de ces revendications. Organisons-nous là où nous vivons et travaillons pour un monde socialement juste et durable !

Grèves dans de nombreuses villes

Encore quelques informations sur les grèves d'aujourd'hui. Celles-ci auront lieu aux endroits suivants :

- Aarau, gare, 17:00
- Bâle, Lothringerstrasse, réunion d'information sur le terminal de gaz liquéfié à partir de 18:00
- Berne, Waisenhausplatz, 17:00
- Lausanne, Pôle Sud, 18:30
- Lucerne, 18:00, Theaterplatz
- Neuchâtel, L'Amar, 15:00
- Sion, Place de la Planta, stands d'information dès 11:30, manifestation à 16:30
- Saint-Gall, Monument Vadian dans la Marktgasse, 17:00
- Zurich, Münsterhof, 17:30